

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 103 (1958)
Heft: 9

Artikel: Epilogue de la guerre subversive
Autor: Perret-Gentil, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342897>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Epilogue de la guerre subversive

LES ÉVÉNEMENTS D'ALGÉRIE

Il est patent que l'Armée française a toujours été respectueuse de l'autorité gouvernementale. Depuis Napoléon Bonaparte, qui a pris appui sur elle pour accéder au pouvoir, elle n'a été l'instigatrice d'aucun coup de force. Seul Napoléon III l'a utilisée pour un coup d'Etat. Un unique exemple de « désobéissance » est celui de Charles de Gaulle, créant en isolé un gouvernement à l'étranger en 1940 en vue d'y poursuivre la lutte. Enfin, les seules participations de l'armée à la tête de l'Etat ont été les quelques cas de maréchaux appelés aux heures graves aux plus lourdes responsabilités. En un siècle et demi l'armée a réellement été la « grande muette ». Actuellement elle demeure à l'image de celle de 1914-1918, disciplinée bien que souvent bougonneuse, tels les grenadiers qui grognaient mais marchaient toujours...

Y a-t-il quelque chose de changé en cette seconde partie du siècle ? Non, quant à l'esprit même de l'armée. Oui, quant aux conditions dans lesquelles elle a été mise.

* * *

Il est certain qu'elle vient de provoquer d'une manière inattendue le renversement total d'une situation de plus en plus déplorable et qu'elle a, pour ainsi dire, imposé un homme à elle, un des siens, le général de Gaulle, qui en était déjà à l'heure de ses mémoires et qu'un slogan de douce malice entendait vouloir mettre « au musée ».

On a prétendu qu'un complot a été ourdi, que « les généraux » voulaient accéder au pouvoir ; et on cherche dès maintenant à en accréditer la légende. On a prétendu même bien

des choses qui ne sont pas exactes. Il n'y a pas eu de complot ou de pronunciamento à la mode sud-américaine. On a évoqué le « malaise » de l'armée ; on en a discuté avec une certaine condescendance, comme s'il s'agissait d'une sorte d'anomalie. Les quelques faits apparus précédemment ont été grossis, mais leurs vraies causes, profondes, ont été à peine esquissées ou sciemment minimisées. Or celles-ci ont été infiniment graves pour en arriver à ce durcissement d'un corps d'officiers disciplinés par tradition, qui ont prouvé qu'ils le restaient même dans les moments les plus dramatiques.

Cependant les conditions étaient telles qu'un état de crise devait se produire. Le plus étonnant est qu'il en est résulté, sans préméditation et dans un pays politiquement très organisé, un tel renversement de la situation, qui a même étonné les intéressés. Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'un succès dans le sens d'une intention préconçue que ce terme peut impliquer. Mais bien plutôt d'un redressement qui a pris fond sur la résolution d'hommes lucides ayant compris qu'au prochain « abandon » ils étaient, eux-mêmes et un million de leurs compatriotes, au fond du gouffre.

* * *

Depuis la fin du dernier conflit, des guerres larvées incessantes ont été imposées à la France, dont l'origine, malgré les écrans interposés la couvrant, n'est plus à rechercher, ni même à désigner. A certains moments (et maintenant plus que jamais), l'armée française de la métropole était devenue ainsi le réservoir, ou même le dépôt des forces en opérations outre-mer. Officiers, sous-officiers, soldats de métier ne vivaient que d'un « tour de départ » à l'autre, ou d'un « séjour » (c'est-à-dire en zone d'opérations) à l'autre, sans qu'il y eût ni défection, ni même mauvais vouloir. Mais les conditions devenaient de plus en plus dures. Aux revalorisations des soldes qui tardèrent, s'ajoutèrent de pénibles difficultés de logement, avec la conséquence d'une vie familiale pour ainsi dire impossible — toutes conditions que le maréchal Juin n'avait pas craint de déclarer

« inhumaines ». Toutefois ce ne sont encore là que les conditions premières.

Puis apparurent des conditions plus graves encore : une certaine « subversion » s'installant en France, un « défaitisme », durant la pénible après-guerre, qui rappelait celui de l'« année trouble » (1917) ; et la passivité des pouvoirs civils submergés par des difficultés de tous ordres. Pendant sept ans s'étira la guerre d'Indochine, comme une plaie au flanc du pays, actionnée de l'extérieur, tandis que de pernicieuses connivences agissaient à l'intérieur et que l'« aide » étrangère avait le curieux effet de jouer pour une bonne part, indirectement, contre la France. Toujours l'armée fut sur la brèche, y perdant en jeunes officiers plus de la valeur d'une promotion de Saint-Cyr et des dizaines de milliers d'hommes ; et les finances publiques, un milliard par jour. Ce sera d'ailleurs le même rythme qui reprendra en Afrique du Nord. Cependant il faut reconnaître que les sacrifices demandés au pays, furent toujours accordés quels que fussent les gouvernements, mais malheureusement avec un certain décalage qui en réduisait terriblement l'efficacité.

Puis le tournant tragique de Dien-Bien-Phu, avec l'ultime intervention de la DCA chinoise, qui en paralysant la défense fit pencher la balance. Alors s'ouvrit la pente glissante des « abandons » : des négociations inutilement hâtives tandis que les positions sauvées passaient en fait à d'autres Occidentaux. La même vague de replis inconsiderés déferla sur l'Afrique. D'étranges justifications furent invoquées pour ce qui ne pouvait être à long terme qu'un dépeçage des positions françaises. L'armée assistait impuissante à l'inutilité de ses sacrifices, les uns bouillonnant, les autres se résignant ; mais aucun ne pouvait faire valoir une solution, sauf les plus haut placés, qui s'efforcèrent de limiter les dégâts.

L'engrenage fut tel que les abandons se succédaient, l'un appelant l'autre et tous favorisant le développement de la subversion importée en Afrique du Nord, selon les mêmes méthodes qui avaient eu cours en Indochine et qu'on retrouve

de l'Extrême-Orient à l'Afrique¹. La situation devint même d'une telle gravité que seules des concessions apportaient un certain répit, mais se payaient à leur tour de nouvelles concessions, tandis que s'aiguisaient les exigences.

On peut dire qu'il y eut ainsi, jusqu'à la fin de 1956 approximativement un vrai triomphe de la guerre « révolutionnaire » ou « subversive », dont plus rien ne semblait pouvoir arrêter le cours. Le terrorisme nord-africain déferlait même en France, soumettant la main-d'œuvre algérienne au paiement d'une dîme pour subvenir aux besoins d'armements du F.L.N. Il fallut une aggravation constante de la situation — le tiers des effectifs de la police parisienne employée à la répression de ce terrorisme — pour que le danger apparaisse sous son aspect tragique, que certains ne voulaient encore pas voir.

Pour l'armée ce fut une période pire que celle des soldes insuffisantes, pire que celle des conditions de vie inhumaines, pire que celles des campagnes incessantes et des sacrifices inutiles, celle des humiliations. Cela finit par être dit en haut lieu et même publié souvent.

Une liste de ces humiliations peut être dressée : des campagnes systématiques de dénigrement de l'armée consistant à lui imputer de prétendus procédés de tortionnaires, mais omettant de relater les meurtres de Français, femmes et enfants ; la disparition de deux officiers français au Maroc, dont l'un, comme on a tout lieu de le croire, aurait été promené dans les souks en manière de dérision ; blocage du trafic, des mouvements de troupes et même des garnisons au Maroc et en Tunisie, etc. Quelle que fût l'attitude de l'armée, elle paraissait perdante : agressive, ou simplement défensive, elle était honnie ; moquée si elle restait passive ; et toujours dénigrée.

Il y eut encore des faits de plus en plus graves : des armes fournies à la Tunisie, qui prenait ouvertement parti contre la France, accueillant les bases de Fellagas, malmenant les

¹ Voir *Revue Militaire Suisse* : J. Perret-Gentil : « La guerre révolutionnaire ». Septembre et octobre 1957.

ressortissants français et immobilisant les forces françaises qui y stationnent ; aux deux extrémités du Moghreb s'élevaient imprécations et menaces visant plus particulièrement l'armée ; l'assassinat éhonté de trois soldats français, décidé et proclamé par le F.L.N. installé en Tunisie ; enfin les « bons offices » anglo-américains, qui semblaient ouvrir la voie à d'autres entremises. Aucun de ces faits, pourtant extrêmement graves, ne justifiait une révolution. L'engrenage de la détérioration paraissait inexorable. Tout fait, quel qu'il fût, amenait implacablement un abandon, que l'armée devait payer dans son amour-propre et dans sa chair. Et n'était-elle pas faite, disait-on, pour obéir à moins d'être factieuse ?...

Ce fut l'aspect le plus sombre du tableau. Cependant envers et contre tout l'armée avait repris la situation en main, se substituant peu à peu au pouvoir civil, surtout dans les régions les plus menacées, étendant son emprise et son influence bienfaisante, protégeant les populations et pourchassant les hors-la-loi dans leurs repaires. Alors le terrible engrenage allait tourner en sens inverse, amenant, d'abord imperceptiblement, puis avec plus d'ampleur, un résultat positif.

POURQUOI LES « PARAS » ?

Lorsque le 7 janvier 1957, le Ministre-Résident, M. Robert Lacoste, déléguait ses pouvoirs de police, c'est-à-dire des pouvoirs civils, à l'armée — et en l'occurrence au Général Massu, pour la région d'Alger — il se trouvait également devant une situation où toute autre solution s'avérait impossible. Les pouvoirs civils et militaires se chevauchaient ; les premiers apparaissaient impuissants et leurs moyens d'exécution insuffisants. De toute évidence il fallait une unité de vues et de commandement. Une grève insurrectionnelle d'une extrême gravité avait été fomentée de longue main dans l'agglomération algérienne et allait éclater. La police en connaissait les préparatifs mais ne pouvait seule y faire face, ni surtout exterminer

la subversion avant qu'elle ne dégénère en insurrection. Il fallut faire appel aux parachutistes.

On a beaucoup parlé des « paras » et de leurs chefs, des hommes qui paraissent hors classe, jouissant d'un prestige particulier. Que sont-ils exactement ces nouveaux-venus des annales militaires ?

Les parachutistes sont nés du dernier conflit mondial. Très en vogue en Russie avant la guerre, ils ne furent presque pas utilisés pendant les opérations. Les Allemands en firent usage surtout à l'Ouest, mais par petits détachements. Les Anglo-Américains développèrent cette nouvelle arme, créant des formations importantes ; celle-ci est devenue dès lors une nécessité dans l'évolution actuelle de l'art militaire. En France il n'existait qu'une compagnie avant la guerre ; de nouvelles formations furent constituées en Angleterre pendant les hostilités ; après-guerre, peu à peu une division fut organisée. Les techniques nouvelles d'une arme de vocation presque stratégique y furent étudiées et mises au point, ainsi que des procédés spécifiquement français, notamment le largage par parachutes multiples pour les grosses charges : véhicules, mortiers, canons, etc.

Une telle troupe demande une forte proportion de spécialistes et surtout de volontaires, car le risque y est constant et aveugle, plus même que dans l'aviation proprement dite. Ces volontaires ont le goût du risque et sont facilement casse-cou ; ils se recrutent en général dans les grands centres et acquièrent très vite un esprit de corps fort accusé. Leurs chefs sont des hommes d'une trempe à toute épreuve. Quelques-uns sont devenus légendaires. On en vient donc à une troupe typiquement de métier. Il en existe actuellement trois catégories : métropolitains, coloniaux et de la Légion Etrangère. Les circonstances ont voulu que dès leur création, les unités de parachutistes fussent constamment engagées. Ils furent de tous les « coups durs » de ces deux guerres asiatique et africaine. Ils fournirent les derniers volontaires largués sur Dien-Bien-Phu. Ils donnèrent à l'expédition de Suez son élan remar-

quable. Et la 10^e division aéroportée de Pau fut une des grandes unités envoyées en renfort en Afrique du Nord lorsque la situation s'y aggrava. Leurs régiments reprirent le rôle de « troupe de choc », intervenant dans les situations et aux moments les plus difficiles. Plus une guerre dure, plus s'accroît cette différenciation entre les forces de garde ou « de ligne » selon l'ancien terme, et celle de choc. Cela est particulièrement vrai en Algérie où d'immenses régions doivent être garnies d'une foule de postes de garde, qui seraient submergés sans les randonnées incessantes de quelques forces d'intervention ou de choc. Le virus de la « guerre révolutionnaire » — mise au point en Chine — a ainsi sécrété son contre-poison : les unités de « paras ».

Or, dans la situation excessivement tendue d'Alger au début de 1957, seuls les parachutistes pouvaient être chargés des opérations de répression, pour la simple raison qu'il n'est guère d'autre troupe apte à ce genre de combat. En quelques jours, policiers et paras démantelèrent l'un après l'autre les organismes, cellules et réseaux terroristes. C'est ce qui fut appelé la bataille d'Alger. Mais ce n'était encore que la moitié du travail. Comme le F.L.N. ne pouvait pas se passer d'une agglomération comme Alger, centre de sa toile d'araignée, d'où partaient ses chaînes dans le « bled », il fallait encore empêcher la reconstitution des organismes subversifs. Ce n'était également plus à la portée des moyens de police habituels. À l'égard d'un ennemi implacable utilisant les procédés les plus brutaux, des méthodes nouvelles s'imposaient. Ainsi par la force des choses les procédés français devaient s'adapter. Il s'était constitué en plusieurs années de guérilla un groupe d'officiers ayant acquis une grande expérience de la lutte. Les pouvoirs ne pouvaient pas leur être enlevés après la victoire d'Alger alors qu'il s'agissait d'en consolider les résultats. Ces officiers, en général des colonels et lieutenant-colonels, « organisèrent » la zone de la capitale algérienne selon leurs méthodes. La population fut fractionnée et encadrée par des éléments européens et musulmans ralliés. La confiance revenant, ces derniers s'empressèrent

de se mettre au service de l'ordre ; il n'y eut plus de difficultés majeures. Dès lors Alger connut la tranquillité et la sécurité.

Le système fut naturellement étendu aux autres centres, puis dans les régions les plus touchées, notamment à la frontière tunisienne et aux zones montagneuses de l'Est. Toujours par la force des choses, le pouvoir civil s'y était insensiblement effacé faisant place aux autorités et organismes militaires. L'armée reprenait des pouvoirs et une unité de commandement dont elle aurait dû pouvoir disposer dès l'explosion de la subversion en fin de 1954. Quoi qu'il en soit, lentement la situation s'améliorait et les progrès faisaient tache d'huile. Toutefois par le réajustement de son dispositif en Tunisie, l'ennemi tentait de créer un « front », situation beaucoup moins favorable pour lui, que l'action diluée des tueurs individuels.

(à suivre)

LT.-COLONEL J. PERRET-GENTIL

L'engagement des compagnies régimentaires de canons antichars

Nous apportons ici une opinion personnelle tirée de l'expérience des cours antichars (cours de tir et cours d'introduction) que le soussigné a eu le privilège de commander de 1956 à nos jours.

Rappelons tout d'abord un principe que l'on oublie, hélas !, trop souvent dans les cours (écoles centrales, cours tactiques), où l'on ne tire « qu'avec la bouche » ; l'élève bien alangué y impose fréquemment sa solution « hardie et courageuse », mais qui, à l'analyse, s'avère inexécutable parce qu'il n'a pas été tenu compte ni des moyens ni du temps nécessaires à sa réalisation.